



Travailleurs pauvres et précaires, toutes les raisons de se mobiliser le 29 février 2012

Trop de salarié-es perçoivent des salaires bien insuffisants pour vivre décemment :

▶ Salaires bloqués au SMIC, voire en dessous, pendant des années dans la plupart des **conventions collectives du privé** et dans les grilles de la **catégorie C de la Fonction publique hospitalière**.

D'autres salarié-es connaissent :

- ▶ Le temps partiel non choisi,
- ▶ Les contrats d'intérim,
- ▶ Les CDD à rallonge,
- ▶ Des salaires largement en dessous du SMIC,

Et enfin, certain-es d'entre nous sont privés d'emplois, et subissent des périodes de chômage.

**Cette situation
ne peut plus durer**

**Exigeons des salaires décents
nous permettant de vivre
dignement.**

Dans nos secteurs de la santé, du social et du médico-social, nous sommes des milliers à connaître ces situations ! Mobilisons-nous, toutes et tous ensemble pour obtenir :

- ◆ Un SMIC à 1700 € brut pour les salarié-es sans qualification,
- ◆ Un grand plan emploi/formation/qualification des personnels de nos établissements et services avec pour objectif plus aucun-e salarié-e non qualifié-e dans 2 ans,
- ◆ Des évolutions de carrière prenant en compte ces qualifications dans le privé comme dans le public,
- ◆ Un plan de réduction des situations de précarité: par exemple, les employeurs usant de contrats précaires devront verser un complément de salaire,
- ◆ Face à la pénurie de personnel dans nos établissements, exigeons la création de 100 000 emplois qualifiés, dans le public comme dans le privé.

Partout en Europe, les peuples doivent se faire entendre des gouvernements!

Il est hors de question de payer la crise des profiteurs ! Une augmentation générale des salaires pour toutes/tous les salarié-es européen-nes ne sera que JUSTICE et relancera l'économie.

Ne laissons pas le couple franco-allemand nous raconter des farces et nous mentir !

Le modèle allemand c'est :

- Faire travailler les chômeurs pour 1,50 € de l'heure en les sortants des statistiques du chômage,
- 70 % des chômeurs allemands qui vivent sous le seuil de pauvreté,
- 22 % de salariés pauvres en Allemagne dont 10 % gagnent moins de 260 € par mois,
- Pas de salaire minimum : 2 millions d'employés gagnent moins de 6 € de l'heure,
- Le salaire moyen a baissé de 4,2 % en 10 ans.

Sources : spiegel, organisation internationale du travail, OCDE, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Ministère du travail allemand, CIDAL...)

Comme partout en Europe, la réalité de notre pays, c'est toujours plus de fric pour les plus riches, pour les actionnaires, pour les banques et un appauvrissement systématique des salarié-es :

- ▶ 210 milliards d'€ de dividendes versées par les entreprises aux actionnaires,
- ▶ des patrons du Cac 40 touchent plus de 98,3 millions d'€ de rémunération. La moyenne des salaires des PDG du Cac 40 s'élève à 2,46 millions d'€ par dirigeant, c'est-à-dire une hausse de 24% par rapport à 2009.
- ▶ Le groupe Total affiche 10 milliards d'€ de bénéfices, dépassant de 32 % ceux de l'année précédente.

Voilà où trouver l'argent pour les salaires et le financement de la protection sociale.

Les grands groupes privés ont une dette envers l'Etat, et donc envers les salarié-es, d'un total de 316 milliards d'€ depuis 1992.

L'exonération des cotisations sociales sont passées de 0 en 1980 à 1,9 milliards d'€ en 1992.... Elles étaient de 15,7 milliards en 2000..., de 30 milliards en 2008.

L'Etat compense une grosse partie de cette somme, environ 275 milliards d'€. Ainsi, il existe une dette de 41 milliards d'€. Pour compenser ces exonérations, l'Etat doit emprunter. Résultat, la dette publique s'envole...Une dette publique dont les responsables sont les groupes industriels et financiers... Une dette publique payée par les salarié-es, le peuple. Dans les médias, on nous parle des salarié-es assisté-es, de profiteurs qui seraient les sans papiers, les malades qui profiteraient de la Sécu...des chômeurs qui ne chercheraient pas de travail...Or, ceux qui profitent sont ceux qui accusent, qui mènent campagne contre les droits des salarié-es. Notre situation à toutes et tous se dégrade pour le profit de quelques-uns, c'est inadmissible ! Nous n'avons pas d'autres solutions que la mobilisation pour nous faire entendre toutes et tous ensemble.

Non à l'austérité! Oui à l'augmentation des salaires!